L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 21 MARS 1882. 55me Année.

Dufour, Bonnet & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI, 21 MARS 1882.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

[ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an.....$12 00
Six mois.....6 00
Trois mois.....3 00
Un mois.....1 00
On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an.....$2 00
Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an.....$3 00
Six mois.....1 50
Quatre mois.....1 00
Trois mois.....75
Renferme deux feuilletons.

FRANCE ET RUSSIE.

Le gouvernement français reste muet sur les conséquences que le discours du général Skobeleff pourrait avoir dans les rapports des empires du Nord entr'eux, et sur l'attitude qui conviendrait à la France, si le conflit prévu se produisait. Observerait-elle une neutralité absolue? Profiterait-elle de l'alliance que lui offre la Russie, afin de reconquérir ses provinces perdues?

Mais si le gouvernement ne livre les secrets de sa diplomatie à personne, la Presse, dégagée de tout autre entrave que celle que lui impose le patriotisme, plus impatiente de revanche, discute ouvertement la ligne de conduite que devrait suivre la France dans le cas où la Russie en viendrait aux mains avec l'Allemagne et l'Autriche.

Elle est généralement d'avis que la France adopte une politique sage. La France ne doit pas se jeter, tête baissée, contre l'Allemagne, sans alliance, non pas que son organisation militaire ne soit à la hauteur des entreprises les plus téméraires, mais parce que, dans la lutte entreprise, il importe qu'elle ne se mette pas à la suite d'une coalition—le poste d'honneur lui appartenant de droit.

La conclusion est que si le récent discours du général Skobeleff sonnait, comme disait Danton, non pas l'alarme, mais le pas de charge contre l'ennemi, la France devrait être moralement et matériellement prête à entrer en lice. Un cœur français ne saurait admettre que le canon retentisse sur la Vistule sans que l'écho lui réponde immédiatement sur les Vosges.

La Presse fait observer ensuite que le gouvernement russe est une autocratie qui peut désavouer les paroles de son général sans que la nation prenne aucun engagement à cet égard; en d'autres termes, le gouvernement russe réserve sa liberté d'action. Cela ne veut pas dire qu'il ne fera pas la guerre. Il se réserve de choisir le moment opportun pour entrer en campagne.

Une démocratie telle que la France ne doit s'allier avec une autocratie telle que la Russie que quand la crise a éclaté; en effet, les dispositions du czar peuvent se modifier d'une heure à l'autre; il est souverain maître. La France, au contraire, la guerre étant déclarée par les Chambres, doit en accepter les phases diverses. Et c'est précisément parce que le gouvernement russe manque de stabilité, que la Presse française engage le gouvernement de la République à se montrer très circonspect dans les avances qui lui viennent de Saint-Pétersbourg. Tout en se réjouissant de l'ébranlement causé par le discours de Skobeleff, tant que la Russie ne sera pas sortie du chaos autocratique, tant qu'elle n'aura pas adopté la forme parlementaire des nations de nos jours et pris une forme régulière de gouvernement, une alliance avec elle paraît impossible à conclure.

Cependant, les bruits de guerre continuent à circuler. Les journaux de Londres parlent des préparatifs qui se font en Turquie et en Autriche s'unissant dans le but de diminuer l'influence russe sur la population slave des provinces des Balkans. La Turquie mobilise cent cinquante mille hommes, et l'Autriche concentre une armée nombreuse dans la Transylvanie. Nous ne savons pas encore l'effet que ces préparatifs militaires, menaçants pour elle, ont produit en Russie; mais le télégraphe nous annonce qu'au milieu des provocations que s'adressent les officiers russes et allemands, les cours de Berlin et de St Pétersbourg font échange de politesses. C'est ainsi que le czar, à l'occasion de l'anniversaire de l'assassinat de son père, Alexandre II, a écrit, à l'empereur d'Allemagne, une lettre qui, d'après un télégramme, a profondément touché ce dernier.

Nous avons publié les paroles de l'orateur libéral espagnol, M. Castelar, qui invite les races latines à s'unir à l'Allemagne pour résister au débordement des races slaves.

Tout naturellement, la Presse s'est emparée de cet incident, et, l'histoire à la main, elle a démontré, à la satisfaction des lecteurs, que l'invasion qui menace les pays latins est précisément celle des Teutons, qui se sont, de tout temps, jetés sur le Midi et l'Ouest de l'Europe.

Que M. Castelar, dit-elle, consulte l'histoire de ses pays, il y lira les ravages que des visigothes et des vandales ont commis dans leur passage à travers les contrées de l'Europe. Est-ce que l'Italie, il y a quelques années à peine, ne subsiste pas, en grande partie, le joug de l'Autriche? "M. Castelar, dit un journal de Paris, a beau nous demander de nous allier à l'Allemagne, dans l'intérêt de la civilisation, contre l'invasion possible des Slaves, nous regardons du côté de l'Alsace-Lorraine, et nous connaissons la civilisation prussienne pour en avoir éprouvé les effets. La simplicité sentimentale de M. Castelar a fait faneuse route une fois de plus."

Nous cherchons la vérité de la situation au milieu des obscurités qui l'entourent. Si la saison des fleurs, favorable aussi à l'éclosion des grandes armées, se passe sans que le canon se soit fait entendre, peut-être la paix sera-t-elle assurée pour quelque temps encore. N'oublions pas qu'elle dépend de l'attitude que prendra le gouvernement français, sollicité par la diplomatie russe. On le sait à Berlin et à Vienne; de là, peut-être, le démêlé récemment qu'affiche M. Bismarck dans les affaires d'Egypte et de Tunisie.

Un télégraphe de Washington que le sous-comité du comité de la chambre sur les voies et moyens a décidé de présenter un rapport recommandant les réductions suivantes sur les taxes du revenu intérieur:

Sur le whiskey, de 90 cents le gallon à 50 cents; sur les liqueurs d'orge brassée de 92 1/2 cents le baril à 60 cents; sur le tabac à fumer et à priser, de 16 cents la livre à 10 cents; sur les cigares, de $6 le mille à 60 cents; plus une réduction de 50 pour cent sur les taxes spéciales imposées aux marchands des articles ci-dessus. Enfin, les taxes sur le capital et les dépôts, les chèques de banque, les allumettes, les timbres sur médicaments, cosmétiques et articles de parfumerie seraient entièrement d'abolies.

On estime que les réductions proposées représentent une somme annuelle de $66,000,000 environ.

L'inondation.

Sur la rive gauche du fleuve, en aval de la ville, nous n'avons à mentionner qu'une seule crevasse, toujours la même, la crevasse Story, qui a une telle largeur qu'on a renoncé à toute idée de la fermer. Plusieurs plantations y perdront probablement leurs récoltes entières, à moins que la canne à sucre ne puisse rester des semaines sous l'eau sans périr. L'eau de cette crevasse remontera très-loin jusqu'aux Abattoirs.

Les crevasses sur la rive droite, en aval d'Algier, n'ont pas été bouchées non plus, mais du moins les levées en amont de la rive, et sur la même rive, tiennent bon, ayant été fortifiées par des contre-digues dans leurs endroits faibles. On peut espérer maintenant qu'elles tiendront jusqu'à la fin, le fleuve ne montant plus, ce qui veut dire qu'il baissera bientôt.

La paroisse la plus maltraitée de la Louisiane est la Tensas où toutes les plantations sont sous l'eau ou affectées par l'eau. Il y a huit crevasses sur la façade, dont la plus désastreuse est celle de Ship's Bayou, qui a maintenant un mille de large sur 20 pieds de profondeur. L'eau, en quelques endroits, court au-dessus du toit des cabanes. Un steamer de faible jauge pourrait naviguer aisément sur beaucoup de champs de coton.

Un voyageur écrit qu'il n'y a pas dans toute la paroisse Tensas mille acres qui soient à découvert. La Pointe Coupée peut aussi être mise au nombre des paroisses les plus maltraitées. Il s'y est déclaré trois crevasses qui l'inondent, et là il ne reste plus aux planteurs qu'un espoir, celui d'une baisse d'eau prochaine qui leur permette de reprendre possession de leurs biens et de les travailler de nouveau assez à temps pour qu'ils puissent donner une récolte cette même année.

Ici, en face de la ville, il s'en faut de 5 pouces que le fleuve ait atteint la plus haute marque des eaux de 1874, et il n'y atteindra pas, puisqu'il est en baisse plutôt qu'en hausse depuis deux ou trois jours.

Nouvelles du jour. Le 1er, du départ ouest de l'intérieur, à Washington, un tableau de la production de sucre de canne et un tableau de la production du riz, aux States-Unis, en 1879.

La production du sucre s'est élevée à 178,872 boucaute, dont 94 dans l'Alabama, 1,273 en Floride, 601 en Georgie, 171,706 en Louisiane, 18 au Mississippi, 229 dans la Caroline du Sud, 4,951 au Texas.

Celle de la mélasse a été de 16,573,273 gallons, dont 795,199 dans l'Alabama, 1,029,868 en Floride, 1,565,784 en Georgie, 11,696,248 en Louisiane, 536,625 au Mississippi, 138,944 dans la Caroline du Sud, 810,605 au Texas.

La production du riz s'est élevée à 110,131,373 livres, dont 810,889 dans l'Alabama, 1,294,677 en Floride, 25,369,687 en Géorgie, 23,188,311 en Louisiane, 1,718,951 au Mississippi, 5,609,191 dans la Caroline du Nord, 52,077,515 dans la Caroline du Sud, 62,152 au Texas.

Nous remercions le département de la nouvelle preuve de bienveillance qu'il nous a donnée en nous transmettant ces deux intéressants tableaux.

Commission des réclamations françaises et américaines.—Dans la séance du 14 mars, cette commission a encore examiné une vingtaine d'affaires sans admettre une seule réclamation.

Les journaux du Nord semblent bien renseignés sur les conséquences de l'inondation du bas Mississippi. Ils constatent les épouvantables dégâts causés par les eaux, racontent le sauvetage et les souffrances des populations inondées, font de chaleureux appels à la charité publique, mais là se borne leur philanthropie. En général, ils se taisent sur la nécessité de prévenir de pareils malheurs, par un système de travaux à exécuter le long du fleuve. C'est à la presse, cependant, en sa qualité de sentinelle vigilante, de prendre l'initiative d'un mouvement à cet égard. Qu'elle fasse riches pour un instant, à ce polémique stérile pour porter toute son attention sur une situation dont l'importance ne saurait lui échapper. Si elle commençait une campagne, elle entraînerait peut-être le Congrès à entreprendre une amélioration dont le résultat serait de tripler les riches productions de terres que baignent le Mississippi et ses affluents.

Il y a déjà quelques mois, nous avons exposé, ici même, le projet de M. Chotteau d'unir le Havre et Baltimore, par une ligne de steamers. Le projet n'a pas été abandonné. Soumis à une commission composée de négociants du Havre, il a été approuvé. A Baltimore aussi l'affaire a été prise en considération, ainsi qu'il résulte d'un rapport que sa longueur nous empêche de publier. Ce rapport fait ressortir les avantages que cette ligne aura pour le commerce des deux républiques. Baltimore, est en effet, un des points de la côte Atlantique les plus rapprochés des régions productives de l'Ouest et relié à elles par de nombreuses voies ferrées. La ligne projetée serait purement commerciale. Le transport d'animaux vivants d'Amérique en France entre dans le programme. Souhaitons, dit le journal auquel nous empruntons cet détails, en résumé entier. La France et les Etats-Unis ne pourront qu'y gagner.

Le président Arthur a nommé ministre en Chine John Russell Young, de New-York, qui accompagnait le général Grant dans son voyage au tour du monde, et qui a écrit la vie du général. Les journaux s'accordent à dire que c'est là une bonne nomination.

Des émigrants traversent St. Paul par centaines, se rendant aux terres qui leur ont été concédées dans le lointain Nord-Ouest; ils voyagent dans des "cars" de troisième classe. Dans quelques années d'ici, les palais Pullman seront jugés inférieurs par leurs descendants.

Les statistiques mentrent que dans les six derniers mois finissant le 30 juin 1881, la valeur de l'oleomargarine, beurre contrefait—(exportée) s'est élevée de $70,433, en 1876, à $381,556, en 1881, soit 26,327,676 livres.

Le gouvernement loue 99 maisons à Washington, et paie un loyer de $1,191,652.—On dit que pour la moitié de cette somme on pourrait faire bâtir des édifices plus convenables que ceux où se trouvent les bureaux.

Depuis que M. Alex Stephens s'est décidé à se retirer du Congrès, à la fin du présent terme, il relit attentivement son histoire des Etats Unis actuellement sous presse. Tout entier à cet important travail, il refuse de laisser prononcer son nom dans la campagne électorale qui vient de s'ouvrir, quoqu'il en ait été sollicité par le gouverneur Colquitt, par le gén Gordon et autres démocrates distingués.

Nous lisons dans le New York Sun: Une jeune fille de couleur, de la Nouvelle-Orléans, nommée Lidie Montéhon, se fait remarquer comme tragédienne. On la dit très belle et possédant une voix admirable. Elle se prépare à paraître, la saison prochaine, sur les principaux théâtres américains. Sa garde-robe est richement garnie. Les affiches continuent son portrait. Elle a débuté comme institutrice dans une école de personnes de couleur.

—Jusque et vieillis sous Bitter usage d'un ex-gélent fortifiant le Bitter Malakoff.

LOUISIANE.

Le *Louisianais* (paroisse St. Jacques), du 18 mars:

Le fleuve, toujours le fleuve: telle est la préoccupation constante du moment, et tout s'efface devant la gravité d'un pareil sujet.

En effet, il y a bien de quoi s'alarmer, car le danger est réel et imminent.

St. Jacques a été épargné jusqu'à présent, grâce à l'énergie qui a été déployée en différents endroits; mais, qui sait ce qui peut arriver si la crue augmente et même si l'eau reste stationnaire.

La crevasse qui s'était déclarée sur l'habitation de Monsieur Ross et McCan, n'avait que vingt-quatre pieds de largeur, et non pas cinquante, comme on nous l'avait dit, au moment où nous mettions sous presse, vendredi dernier.

Elle a été comblée presqu'immédiatement et n'a causé aucun dommage.

On doit en féliciter M. Ross; car jamais un homme n'a appliqué plus à la lettre ce vieux dicton populaire: aide-toi, le ciel t'aidera.

M. Ross, manquant de terre tout d'abord, a jeté dans la crevasse huit cents sacs de résidu de graines de coton et employé tout le bois de charpente qu'il a pu trouver sur son habitation. Les autres planteurs du voisinage ont concouru avec zèle à l'œuvre de salut, et notamment M. Louis LaBourgeois fils, qui a fait preuve d'activité et de vigueur, et M. Wilderson qui a fourni des planches, quoi qu'il réside à sept milles en aval de l'endroit affecté.

Cela est bien, et cela est juste; car le danger est commun et chacun est menacé.

La levée a été consolidée et renforcée; tous les trous d'écrevisses ont été bouchés, et chaque soir une patrouille est organisée, prête à donner le signal d'alarme à la première apparence d'effondrement ou d'éboulis.

Il y a eu dans la journée de mardi une seconde brèche dans la levée neuve qui se trouve à l'autre extrémité de la paroisse, dans le voisinage du White Hall. Ce n'était pas précisément une crevasse, mais cela aurait pu le devenir, si on avait tardé à réparer et à fortifier.

Mais tous les habitants des alentours se sont réunis pour travailler avec vigueur, et le péril est passé. Il ne s'agit plus que de veiller et de ne négliger aucune des précautions que la situation commande.

Le White Hall, grande habitation, morcelée depuis quelques années et exploitée par un certain nombre de familles industrieuses, est en pleine prospérité aujourd'hui.

L'année 1882 s'annonce comme devant être particulièrement favorable à la culture de la canne; et ce serait vraiment dommage que l'inondation vînt détruire tant d'espérances légitimes, et réduire à néant des efforts aussi consciencieux.

Dans le second ward, les levées laissent aussi à désirer,—sous le rapport de la solidité,—dans plusieurs endroits.

Mais, notre vaillant sydnic, M. Arsène Gourdain, est là, fidèle au poste, ouvrant bien les yeux; et il faut espérer que ses efforts, joints à ceux de notre ami Antoine Webre, membre du jury de police de notre ward, auront le meilleur résultat.

L'*Observateur de St-Martinville*, du 18 mars:

Le temps continue à être favorable.

Aussi la récolte pousse et grandit à vue d'œil et promet riche moisson pour l'automne. La canne est superbe, plus belle qu'elle ne l'a jamais été à cette époque dans la paroisse, et le maïs se montre déjà fort et robuste dans nos champs. Les cotoniers vont bientôt semer aussi leurs graines de coton, et le labour se poursuit activement. N'était-ce l'incertitude qui détruit toute idée de récoltes, quel beau résultat nous serions; quelle richesse, quelle abondance chez nous. Malheureusement, beaucoup de nos planteurs sur le côté Est du Téche perdront leurs cannes, et n'ont en perspective que la gêne la plus cruelle, que la ruine la plus complète.

Ainsi vont les choses de ce monde. La vie est un composé de contraste, de rayons et d'ombres.

A l'est du Téche, c'est la désorganisation et la ruine; c'est le découragement le plus complet; c'est le découpé navrant de tant de fermiers laborieux qui ont vu s'évanouir en un jour leurs rêves et leurs espérances. Là, est l'ombre.

A l'ouest du Téche tout grandit, tout prospère, tout parle d'abondance, et de réunite au fermier joyeux. Ici, est le rayon.

Ces jours derniers, nous avons fait une courte promenade à l'ouest sur les bords du Téche, et nous en sommes revenu enchanté. De tous côtés nous avons vu les laboureurs à l'ouvrage, et l'activité la plus fébrense régnait sur toutes les habitations. Les champs sont de véritables jardins. Chez les MM. Gauthier, G. Baillard et C. Potier, la récolte est d'apparence superbe.

Mais la ferme qui nous a le plus intéressé, est celle de M. Louis Duchamp. On peut vraiment dire que c'est une ferme modèle.

Il y a sept ans, l'endroit qu'occupe cette ferme était sauvage et inculte. Maintenant, quel changement. Le bois a disparu, les terres sont en rapport, une magnifique résidence y a été bâtie, et là, plus qu'ailleurs, règne cette activité qui réjouit et qui fait revivre.

Il y a de tout sur cette ferme. Parterre admirable et savamment dessiné, où s'épanouissent les fleurs les plus rares; jardins potagers, riches en légumes de toutes sortes; vergers immenses où les fruits les plus exquis se accumulent sur branches, quand vient l'automne. Une orangerie avec son centaines d'orangers. Une quarantaine de ruches où bourdonnent abeilles butineuses. Tout enfin de ce que peut désirer l'homme pour vivre heureux et satisfait.

La récolte de M. Duchamp est superbe, et il nous disait que jamais elle n'avait été aussi belle et aussi avancée que cette année. Notre promenade a été des plus agréables, et nous en sommes revenu plein d'espoir et quelque peu consolé.

—Mardi, 7 du courant, le vent a fait des siennes dans la paroisse St. Martin. Un tourbillon a renversé les barrières de M. Auguste Guilbeaux, et enlevant ses volailles, les a transporté, à une assez grande distance de la maison. Le même jour, nous dit-on, le vent renversait la maison de M. Blanc Bégnenaud, sans blesser aucunement M. Bégnenaud, sa femme et ses six enfants qui se trouvaient dans la maison au moment de l'accident. Chez M. Gustave Ledoux, le vent a soufflé avec une violence inouïe et a fort endommagé quelques-unes des bâtisses.

Décédé.

LASSEIGNE. En cette paroisse Valain Lasseigne.

M. Valain Lasseigne appartenait à l'une des plus anciennes et des plus honorables familles de cette paroisse. Probe, laborieux et économe, il vivait modestement de son travail, et avait mérité l'estime de tous ceux qui le connaissaient. Dans la dernière guerre, il fut un des premiers qui répondit à l'appel de la Louisiane en mère-patrie et s'enrôla bonne et volontaire sous ses drapeaux; après un service pénible et remarquable pendant quatre années en Virginie, il ne déposa les armes que lorsque la sédition de Lee mit fin à la grande révolution. Il laisse une nombreuse famille, et emporte les regrets de ses amis.

Nos compliments de condoléance à sa famille dans le malheur qui les frappe.

Le Pionnier de l'Assomption, du 19 mars:

—Le temps a été superbe toute la semaine et très favorable aux récoltes. Seulement nos planteurs n'ont pu le mettre à profit, occupés qu'ils étaient, avec tout leur monde, aux travaux et à la surveillance des levées.

—Le bayou a monté de plusieurs pouces dans le courant de la semaine. Nos riverains ont été obligés de hausser leurs levées en plusieurs endroits pour en arrêter le débordement.

—L'eau gagne rapidement du terrain dans l'intérieur de notre paroisse, sur la rive droite. Les habitations des brûlé sont en grande partie inondées déjà et les habitants de ces régions désespérant à la hâte leur bagage-coux et leurs animaux domestiques.

[illegible]

L'ABBÉ CONSTANTIN.

C'est le titre d'une des plus charmantes nouvelles que nous ayons lues depuis longtemps. Après avoir paru dans la *Revue des Deux-Mondes*, l'ouvrage, qui aura certainement de nombreuses éditions, a été publié en volume. *L'Abbé Constantin*, écrit par Ludovic Halévy, un des romanciers les plus remarquables que possède en ce moment la France, est tout simplement un petit chef-d'œuvre, et il sera, nous en sommes persuadé, beaucoup de pseudo auprès des lecteurs de *l'Abeille*. Nous en commencerons la publication jeudi prochain.

Mainmise dans le monde politique de la France.

On a beau vouloir le nier, il règne dans le monde politique de ce pays un malaise qui paraît l'indice de quelque perturbation profonde. Depuis quand le fait-il exister? Cela est assez difficile à déterminer, et il ne faudrait qu'à tâtonner de présumer qu'il date d'un mois environ. Si nous le disions, nos adversaires sauteraient dans l'enchantement: ce leur serait une preuve de plus que nous rapportons tout à nous et à nos amis. Nous ne leur donnerons pas cette satisfaction, non pas que nous nous soucions beaucoup de leurs critiques, toujours impartiales, on le sait, mais parce que, d'après nous, le mal est bien plus ancien et qu'il dépasse singulièrement la portée d'une crise ministérielle. La France souffre d'une atonie politique et gouvernementale. Quand naguère l'ordre moral a menacé de la violenter, l'indignation, il est vrai, l'a fait bondir, et d'un geste elle a déroulé les conspirateurs qui voulaient la livrer à un roi ou à un empereur; mais, cette crise passée, elle n'a pas eu se donner ce qui, en vertu de ses traditions et de sa situation géographique, lui est indispensable: un gouvernement puissamment organisé pour exécuter sa volonté souveraine.

Dans le mécanisme de l'administration, les rouages semblent ne plus s'engrener, tant les mouvements sont lents et irréguliers. On devrait croire qu'un ministre n'a qu'à faire jouer le télégraphe pour que ses ordres soient immédiatement suivis d'effet, et bien au contraire la rapidité des moyens de communication ne met que mieux en évidence l'impuissance des dépositaires du pouvoir.

Une force d'inertie invisible et incalculable paralyse leur bon vouloir et leur action. Peut-être ne savent-ils pas commander; et en tout cas, leurs subordonnés ne savent pas obéir. Vous rencontrez chaque jour dans les antichambres des ministres et des simples chefs de division maints députés et sénateurs. Assurément, ce n'est pas leur place, car celui qui contrôle ne doit pas solliciter; mais deux fois sur trois, pour ne pas dire neuf fois sur dix, ces sénateurs et ces députés viennent là pour rappeler que ce qui leur avait été promis n'a pas été accompli et pour prier le ministre de rechercher dans quel bureau de Paris ou de province ses ordres sont allés se perdre comme les eaux du Rhin dans les sables de la Hollande. La déplorable insuffisance des représentants du pouvoir législatif dans les affaires du pouvoir exécutif est la preuve évidente de l'état de faiblesse de celui-ci.

Cette faiblesse remonte bien haut, tout au moins au second empire, qui, ayant mis toutes les forces de l'administration au service des candidatures officielles, a détruit dans le pays le respect de l'autorité, et chez les fonctionnaires le sentiment du devoir. Le désarroi lamentable de 1870 révéla soudain à la France l'étendue du mal. Sous ce gouvernement, que l'on disait fort parce qu'il était autoritaire, la nation avait cessé d'être gouvernée, elle n'avait plus de chefs, elle n'obéissait à l'habitude salutaire de la discipline. La République a rétégi contre cette tendance à l'émiettement, qui est la négation même de l'esprit patriotique; mais le mal reste immense parce que l'administration n'a pas entièrement cessé d'être électorale pour devenir nationale.

Ainsi ces relâchement et ce laisser-aller et cette préoccupation des petits intérêts au détriment des grands, se manifestent-ils également parmi les élus du pays. Ce n'est vraiment pas un mystère que dans la Chambre actuelle il existe bien encore une majorité tant soit peu certaine que dans la Chambre précédente. Plus nous allons, plus la scène politique s'émousse et plus l'Assemblée du Palais-Bourbon se divise en groupes et sous-groupes dont l'un ou l'autre serait embarrassé d'indiquer en raison de leur existence, les sympathies et surtout les antipathies personnelles tenant lieu trop souvent d'idées et de programme. Si cette dislocation continue, on ose à peine se demander ce que pourra être la Chambre qui succédera à celle-ci. Quand, il y a un an, nous prétendions que celle des 363 réélues en octobre 1877 était la meilleure Chambre que pût jamais produire le scrutin d'arrondissement, on nous accusait de flatter grossièrement les députés d'alors. Et bien, nous sommes des flatteurs incorrigibles, et, Pâme pleine de tristesse, nous affirmons que les députés actuels constituent sans comparaison une Chambre bien supérieure à toutes celles qui viendront tant que nous n'aurons pas la réforme électorale. Ainsi le veut l'implacable logique.

Que peut faire un gouvernement avec une Chambre sans majorité et sans discipline? On ne saurait raisonnablement reprocher le cabinet du 30 janvier, à sa timidité de son peu d'initiative, à le trouver bien lent, bien irrésolu. Cela nous paraît souverainement injuste. Composé d'hommes distingués dont quelques uns comptent parmi les premiers, le cabinet du 30 janvier ne saurait raisonnablement des choses excellentes il voyait au moyen de les faire; mais dès qu'il veut prendre l'initiative d'une mesure hardie, il y a beaucoup à parier qu'il se trouvera dans la minorité. Il ne peut vivre, semble-t-il, qu'à s'accommodant au milieu où le sort l'a placé, ne se prononçant, lui aussi, à une sorte d'atonie. Assurément notre ministère ne pourrait faire mieux.

Tout cela nous paraît grave. La France marche tout doucement vers un état qui ressemble beaucoup à ce que Proudhon nommait l'anarchie, la réduction au minimum de toute action gouvernementale. Certains s'en réjouissent, s'imaginant qu'en cela consiste la liberté; d'où relativement que les sauvages qui possèdent à peine les rudiments d'une loi et d'un pouvoir social réalisent le type le plus parfait de l'libéralisme. Nous avoueons avoir une idée un peu différente de la liberté chez les peuples modernes, et nous ne pouvons prendre aisément notre parti de cet affaiblissement de la vie nationale qui ferait bientôt de la France l'un des Etats les plus faibles du continent européen.

On comprend dès lors pourquoi nous réagissons de toute l'énergie de nos convictions contre une pareille tendance, et pourquoi, au risque de passer pour d'affreux jacobins, nous recommandons toute mesure capable de rendre quelque vigueur à l'esprit politique et de rétablir dans nos mœurs publiques la notion de la discipline. D'ailleurs, nous en avons ferme conviction, plus que la France se rendra compte de l'avenir qu'on lui prépare avec ce soi-disant libéralisme, elle s'en détournera avec dédain.

(*La République Française.*)

Le gouvernement français s'occupe activement de la réalisation d'un projet de canal pour les plus gros navires, même les navires de guerre, de Bordeaux à Marseille, reliant l'Atlantique à la Méditerranée. L'idée dominante de la République est d'avoir une autre voie que celle de la Méditerranée et du Détroit de Gibraltar, qui peut être bloquée en temps de guerre, et aussi de faciliter les relations commerciales. Le longueur du canal serait de 300 milles. Le point culminant du tracé est à 500 pieds au-dessus des plus hautes eaux. Les ingénieurs croient que le projet peut être mis à exécution. La dépense est portée à $280,000,000. On dit que M. de Freycinet approuve le projet.

Un journal d'Albany demande que les patriotiques d'Etat soient tenus en dehors de la politique; un de ses confrères lui fait observer qu'on les pardonne la veille de l'élection afin qu'ils puissent voter et entrer de nouveau dans la voie ouverte par les politiciens.

—Une dépêche de Chambéry signale un grave sinistre survenu à Rumilly (Haute Savoie) déterminé par la crise de Lyon. MM. Pécoulet et Bojon, banquiers, ont suspendu leurs payements. Le déficit est évalué à un million.

Nouvelles télégraphiques.

FRANCE.

Le programme financier du cabinet.

Paris, 16 mars.—De la composition des bureaux chargés d'élire la commission du budget on peut être presque assuré que la commission ne sera pas favorable aux projets de M. Léon Say. Le Journal des Débats, organe du ministère des Finances, dit que l'existence du cabinet est basée sur le programme budgétaire; mais, que si la commission est hostile à ce programme, le cabinet ne se retirera pas et attendra le résultat de la discussion à la chambre. La solution de cette affaire est donc renvoyée à une époque assez éloignée.

Les relations commerciales entre la France et l'Angleterre.

Londres, 16 mars.—Le correspondant parisien du Standard annonce que M. de Freycinet, président du conseil; M. Flourard, ministre du commerce, et lord Lyons, ambassadeur d'Angleterre à Paris, [illegible] depuis le fait établi de faire les plaintes [illegible] pour recommencer les négociations relatives au traité de commerce anglo-français.

Paris, 16 mars.—La conférence s'ouvrira. Les négociations seront reprises et des commissaires vont être nommés par les deux pays.

Le commerce de la France.

Paris, 16 mars.—Les relevés officiels des exportations pendant les mois de janvier et février font ressortir un excédant de 188,000,000 fr. sur la période correspondante de l'année dernière.

Un drame en wagon.

Paris, 16 mars.—M. Savignol, inspecteur de la Compagnie d'Assurance la Nationale, a été assailli dans un wagon de chemin de fer, près de la bifurcation de la ligne d'Arles et de celle de Lyon, par un individu qui lui a tiré un coup de revolver. L'auteur de cette tentative de meurtre a volé M. Savignol et s'est enfui en sautant hors du wagon.

Le porc américain en France.

On télégraphie de Boston:

Le Journal a reçu une dépêche, datée de Paris 16 mars, annonçant que la nouvelle loi régissant l'importation des viandes salées d'Amérique viendra demain en discussion à la chambre des députés, et que le décret prohibitif sera certainement rapporté.

Voyage en Suisse du maréchal de Moltke.

Londres, 16 mars.—Le correspondant berlinois du Times télégraphie: "Le comte de Moltke, grand maréchal de l'Empire, se rendra prochainement en Suisse, en vertu d'un congé. Ce voyage est considéré comme un indice évident qu'il n'y a pas lieu de redouter de complications."

Envoyés allemands en Egypte.

Le Caire, 16 mars—Le khédive a reçu avis du départ de Constantinople et de l'arrivée prochaine en Egypte du prince de Reuss et du prince Radziwill, membres de la mission spéciale prussienne.

Baptême d'une grande duchesse en Russie.

Vienne, 16 mars—Le Neuvelle Presse Libre dit que le général Skobeleff a assisté, à la suite d'une invitation spéciale, au baptême de la grande duchesse Hélène, fille du grand duc Wladimir, frère du czar. Le célébrant a eu lieu dimanche dernier à Tsarkoe Selo.

Crainte d'un soulèvement en Irlande.

Londres, 16 mars—Une dépêche de Cork dit que les autorités redoutent un soulèvement à l'occasion de la fête de Saint-Patrick. De nombreux télégrammes chiffrés ont été envoyés par l'intermédiaire de la poste de Cork. La police a arrêté des placards portant ces mots: "Soyez prêts pour le jour de la Saint-Patrick!"

L'exécution du Dr Lamson.

Londres, 16 mars—L'exécution du Dr Lamson a été fixée au 4 avril.—On dit que les autorités du Trésor ont reçu des informations tendant à établir que le docteur est coupable d'autres crimes d'une nature très grave.

ACADEMIE DE MUSIQUE.—La comédie d'Alvin Joslin a attiré beaucoup de monde aux deux premières représentations, et si elle n'est pas, sous le rapport du spectacle, aussi brillante que celle qui a été jouée au théâtre St-Charles, elle n'en est pas moins fort amusante et le public, jusqu'à présent, s'en est montré très satisfait. Ce fermier de la Nouvelle-Angleterre fait rire tout le monde. Le même pièce demain et après demain.

THEATRE ST CHARLES.—Immense foule dimanche et hier soir à ce théâtre pour la première représentation de Strogoff, dont le succès est ici ce qu'il a été partout, extraordinaire. La pièce est telle que nous l'avons dite, avec une mise en scène de premier ordre, des costumes brillants et un corps de ballet d'un admirable ensemble. Strogoff est bien joué par M. Frank C. Bangs, et Mlle Cornalba a dansé d'une manière ravissante. Le pièce a tout tout ce qu'elle promettait, et nous croyons qu'il y a là pour le vieux Drury du pain pour une grande semaine.

ELEVAGE DE LA VOLAILLE.—Nous avons sous les yeux une circulaire de l'association de l'Amérique du Nord pour l'élevage de la volaille. Cette circulaire dit que par l'isonbation et au moyen d'un incubateur que tout le monde peut construire à peu de frais, on peut faire éclore et élever, jusqu'à une longueur bonne pour le marché, 200 poulets dans une chambre de 13 pieds carrés et dans l'espace de 8 à 12 semaines. On obtiendra de M. C. M. Bates, secrétaire de l'association à New Concord, Ohio, tous renseignements détaillés à ce sujet, en lui en adressant la demande dans une lettre contenant deux timbres de 3 cents pour les frais de réponse par la poste. Cette industrie pourrait être une grande ressource pour les femmes, les vieillards et les infirmes. Dans tous les pays les jeunes poulets sont fort recherchés et se vendent très cher.

Les Sauvages.—On lira dans une autre colonne de ce numéro un avis spécial relatif à la fermeture du salon de tapisserie "Sauvage" et du magasin de M. Vincent Micas, aux Nos 14 et 16 de la rue Royale, 11 et 13 du Passage de la Bourse, et à leur réouverture, le bâtiment de liqueurs aux 116 de la rue Commune, et le magasin au No 26 de la rue du Camp, continuant sous le nom de "D. H. Holmes". Recommandant à ses amis et au public, en général du grande eux partenaire dont ils l'ont honoré, M. Micas leur en fait ses remerciements. Et il ose espérer ne jamais perdre de vue le chemin de l'honneur d'un négoce digne. M. Micas est un de ces hommes [illegible] dont les qualités [illegible] ne sauraient rapporter [illegible] aux anciens. Le nom de Sauvage a [illegible] un des plus connus, des plus élégants de la ville; il en distingue [illegible] des [illegible] par la [illegible] de son [illegible] [illegible] [illegible]